Conseil communal du 8 avril 2019

Présents à 20H : M. HALIN, Bourgmestre-Président,
Mme DARIMONT, M. BAGUETTE et Mme BRICK-DONNEAU, Echevins
Mmes et MM. KEMPENEERS, BUCHET, DUBOIS-TIXHON, DEJONG, PARULSKI,
HAVELANGE, LENOM-NEURAY, GARDIER, conseillères et conseillers,
Mme SIMON-BARBASON, Présidente du CPAS, Conseillère,
M. EMBRECHTS, Directeur général.
Excusés : MM. NOTTEBORN et JASON.

La séance est ouverte à 20H.

Séance publique

1. Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal : modifications

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et notamment son article L1122-18, qui stipule que le conseil communal adopte un règlement d'ordre intérieur ;
Vu sa délibération du 18 février 2019 adoptant le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ;
Vu l'arrêté daté du 21 mars 2019 de Mme la Ministre des Pouvoirs locaux qui annule une partie de l'article 63, ainsi que les articles 68 et 69 ;
Considérant qu'il est nécessaire de limiter le nombre d'interpellations par citoyen et par an afin d'offrir à tous les citoyens olnois d'avoir la possibilité d'user de ce droit ;
Considérant que limiter le nombre d'interpellations à deux par période d'un an et par citoyen est abusif ;
Considérant qu'il convient dès lors d'augmenter le nombre d'interpellations autorisées et que le nombre de trois est opportun ;
Considérant qu'il peut être nécessaire de recourir à une limitation du nombre d'interpellations par période d'un an ayant le même objet ;
Considérant que cette limitation a pour objectif de permettre aux citoyens d'interpeler le Conseil communal sur des thématiques variées ;
Considérant qu'une limitation à trois interpellations ayant le même objet par période d'un an est raisonnable ;

Vu l'avis favorable du Directeur financier en date du 1^{er} avril 2019 ;

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
DECIDE

Article 1^{er} : de modifier les articles suivants du règlement d'ordre intérieur comme suit :

- **Article 63** – Tout habitant de la commune dispose, aux conditions fixées dans le présent chapitre, d'un droit d'interpeller directement le collègue communal en séance publique du conseil communal.

Par '*habitant de la commune*', il faut entendre:

- toute personne physique de 18 ans accomplis inscrite au registre de la population de la commune ~~depuis 6 mois au moins à la date du dépôt de sa demande;~~
- toute personne morale dont le siège social ou d'exploitation est localisé sur le territoire de la commune et qui est représentée par une personne physique de 18 ans accomplis dûment mandatée.

Les conseillers communaux et les conseillers de l'action sociale ne bénéficient pas dudit droit.

- **Article 68** - Un même habitant ne peut faire usage de son droit d'interpellation que ~~2~~ 3 fois au cours d'une période de douze mois.
- **Article 69** - Un même objet ne peut être évoqué par voie d'interpellation que ~~deux~~ 3 fois au cours d'une période de douze mois
- **Article 83** – Le règlement d'ordre intérieur du conseil communal arrêté par le conseil le ~~20 février 2014~~ 18 février 2019 est abrogé et remplacé par le présent document.

Art. 2 : D'approuver la version coordonnée du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal comme suit :

RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR DU CONSEIL COMMUNAL D'OLNE

TITRE I – LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL COMMUNAL

Chapitre 1^{er} – Le tableau de préséance

Section unique – L'établissement du tableau de préséance

Article 1er – Il est établi un tableau de préséance des conseillers communaux dès après l'installation du conseil communal.

Article 2 - Sous réserve de l'article L1123-5, paragraphe 3, alinéa 3 du CDLD relatif au bourgmestre empêché, le tableau de préséance est réglé d'après l'ordre d'ancienneté des conseillers, à dater de leur première entrée en fonction, et, en cas d'ancienneté égale, d'après le nombre des votes obtenus lors de la dernière élection.

Seuls les services ininterrompus en qualité de conseiller titulaire sont pris en considération pour déterminer l'ancienneté de service, toute interruption entraînant la perte définitive de l'ancienneté acquise.

Les conseillers qui n'étaient pas membres du conseil sortant figurent en bas de tableau, classés d'après le nombre de votes obtenus lors de la dernière élection.

Article 3 – Par nombre de votes obtenus, on entend: le nombre de votes attribués individuellement à chaque candidat.

En cas de parité de votes obtenus par deux conseillers d'égale ancienneté de service, la préséance est réglée selon le rang qu'ils occupent sur la liste s'ils ont été élus sur la même liste, ou selon l'âge qu'ils ont au jour de l'élection s'ils ont été élus sur des listes différentes, la priorité étant alors réservée au conseiller le plus âgé.

Article 4 – L'ordre de préséance des conseillers communaux est sans incidence sur les places à occuper par les conseillers communaux pendant les séances du conseil. Il n'a pas non plus d'incidence protocolaire.

Chapitre 2 – Les réunions du conseil communal

Section 1 - La fréquence des réunions du conseil communal

Article 5 – Le conseil communal se réunit en principe à la "Salle des Conseils", rue Village 91 à Olne, toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions et au moins dix fois par an. Néanmoins, le conseil pourra se réunir à d'autres endroits en cas de nécessité.

Lorsqu'au cours d'une année, le conseil s'est réuni moins de dix fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis à l'article 8 du présent règlement (en application de l'article L1122-12, alinéa 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation), pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du conseil communal en fonction.

Section 2 - La compétence de décider que le conseil communal se réunira

Article 6 - Sans préjudice des articles 7 et 8, la compétence de décider que le conseil communal se réunira tel jour, à telle heure, appartient au collège communal.

Article 7 - Lors d'une de ses réunions, le conseil communal – si tous ses membres sont présents – peut décider à l'unanimité que, tel jour, à telle heure, il se réunira à nouveau afin de terminer l'examen, inachevé, des points inscrits à l'ordre du jour.

Article 8 - Sur la demande d'un tiers des membres du conseil communal en fonction ou – en application de l'article 5, alinéa 2, du présent règlement et conformément à l'article L1122-12, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation – sur la demande du quart des membres du conseil communal en fonction, le collège communal est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

Lorsque le nombre des membres du conseil communal en fonction n'est pas un multiple de trois ou de quatre, il y a lieu, pour la détermination du tiers ou du quart, d'arrondir à l'unité supérieure le résultat de la division par trois ou par quatre.

Section 3 - La compétence de décider de l'ordre du jour des réunions du conseil communal

Article 9 - Sans préjudice des articles 11 et 12, la compétence de décider de l'ordre du jour des réunions du conseil communal appartient au collège communal.

Article 10 - Chaque point à l'ordre du jour est indiqué avec suffisamment de clarté et est accompagné d'une note de synthèse explicative.

Chaque point à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit être accompagné par un projet de délibération.

Article 11 - Lorsque le collège communal convoque le conseil communal sur la demande d'un tiers ou d'un quart de ses membres en fonction, l'ordre du jour de la réunion du conseil communal comprend, par priorité, les points indiqués par les demandeurs de la réunion.

Article 12 - Tout membre du conseil communal peut demander l'inscription d'un ou de plusieurs points supplémentaires à l'ordre du jour d'une réunion du conseil, étant entendu:

- a) que toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant la réunion du conseil communal;
- b) qu'elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil communal;

c) que, si elle donne lieu à décision, elle doit être accompagnée d'un projet de délibération, conformément à l'article 10 du présent règlement;

d) qu'il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté;

e) que l'auteur de la proposition présente son point lors de la réunion du conseil communal.

En l'absence de l'auteur de la proposition pour présenter son point lors de la réunion du conseil communal, ledit point n'est pas examiné.

Par "cinq jours francs", il y a lieu d'entendre cinq jours de vingt-quatre heures, cela signifiant que le jour de la réception de la proposition étrangère à l'ordre du jour par le bourgmestre ou par celui qui le remplace et celui de la réunion du conseil communal ne sont pas compris dans le délai.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour de la réunion du conseil communal à ses membres.

Lors de la séance du conseil, le(s) point(s) dont l'inscription a été demandée par un conseiller sont examiné(s) lorsque l'ordre du jour défini par le Collège communal est épuisé.

Section 4 - L'inscription, en séance publique ou en séance à huis clos, des points de l'ordre du jour des réunions du conseil communal

Article 13 - Sans préjudice des articles 14 et 15, les réunions du conseil communal sont publiques.

Article 14 - Sauf lorsqu'il est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le conseil communal, statuant à la majorité des deux tiers de ses membres présents, peut, dans l'intérêt de l'ordre public et en raison des inconvénients graves qui résulteraient de la publicité, décider que la réunion du conseil ne sera pas publique.

Lorsque le nombre des membres du conseil communal présents n'est pas un multiple de trois, il y a lieu, pour la détermination des deux tiers, d'arrondir à l'unité supérieure le résultat de la division par trois suivie de la multiplication par deux.

Article 15 - La réunion du conseil communal n'est pas publique lorsqu'il s'agit de questions de personnes.

Dès qu'une question de ce genre est soulevée, le président prononce le huis clos.

Article 16 - Lorsque la réunion du conseil communal n'est pas publique, seuls peuvent être présents:

- les membres du conseil,
- le président du conseil de l'action sociale¹ et, le cas échéant, l'échevin désigné hors conseil conformément à l'article L1123-8, par. 2, al. 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation,
- le directeur général,
- le cas échéant, toute personne dont la présence est requise en vertu d'une disposition légale ou réglementaire,
- et, s'il y échet, des personnes appelées pour exercer une tâche professionnelle.

Article 17 - Sauf en matière disciplinaire, la séance à huis clos ne peut avoir lieu qu'après la séance publique.

S'il paraît nécessaire, pendant la séance publique, de continuer l'examen d'un point en séance à huis clos, la séance publique peut être interrompue, à cette seule fin.

Section 5 - Le délai entre la réception de la convocation par les membres du conseil communal et sa réunion

Article 18 - Sauf les cas d'urgence, la convocation du conseil communal – laquelle indique, avec suffisamment de clarté, les points de l'ordre du jour – se fait, par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion.

Ce délai est ramené à deux jours francs lorsqu'il s'agit des deuxième et troisième convocations du conseil communal, dont il est question à l'article L1122-17, alinéa 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Par "sept jours francs" et par "deux jours francs", il y a lieu d'entendre respectivement, sept jours de vingt-quatre heures et deux jours de vingt-quatre heures, cela signifiant que le jour de la réception de la convocation par les membres du conseil communal et celui de sa réunion ne sont pas compris dans le délai.

Article 19 – Sans préjudice des articles 20 et 22, la convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier électronique est techniquement impossible.

Par "domicile", il y a lieu d'entendre l'adresse d'inscription du conseiller au registre de population.

Chaque conseiller indiquera de manière précise la localisation de sa boîte aux lettres.

A défaut de la signature du conseiller en guise d'accusé de réception, le dépôt de la convocation dans la boîte aux lettres désignée, attesté par un agent communal, sera valable.

Article 19bis - Conformément à l'article L1122-13, par. 1^{er}, al. 3, la commune met à disposition des conseillers une adresse électronique personnelle.

Le conseiller communal, dans l'utilisation de cette adresse, s'engage à :

- ne faire usage de l'adresse électronique mise à disposition que dans le strict cadre de l'exercice de sa fonction de conseiller communal ou d'éventuelles fonctions dérivées au sens du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

¹ Si la législation lui applicable prévoit sa présence au sein du collège communal

- ne diffuser à aucun tiers, quel qu'il soit, les codes d'accès et données de connexion (nom d'utilisateur et mot de passe) liés à l'adresse dont question, ceux-ci étant strictement personnels ;
- ne pas utiliser son compte de messagerie à des fins d'archivage et, pour cela, vider régulièrement l'ensemble des dossiers liés à son compte (boîte de réception, boîte d'envoi, brouillons, éléments envoyés, ...). L'espace de stockage maximal autorisé par adresse électronique est de ... mégabyte (Mb).
L'envoi de pièces attachées de plus de ... mégabyte (Mb) est strictement interdit.
- prendre en charge la configuration de son (ses) ordinateur(s) personnel(s) et des autres appareils permettant d'accéder à sa messagerie électronique ;
- s'équiper des outils de sécurité nécessaires pour prévenir les attaques informatiques et bloquer les virus, spam et logiciels malveillants ;
- assumer toutes les conséquences liées à un mauvais usage de sa messagerie électronique ou à l'ouverture de courriels frauduleux ;
- ne pas utiliser l'adresse électronique mise à disposition pour envoyer des informations et messages en tous genres au nom de la commune ;
- mentionner au bas de chacun des messages envoyés l'avertissement (disclaimer) suivant : *« le présent courriel n'engage que son expéditeur et ne peut être considéré comme une communication officielle de la Commune d'Olne. Toute correspondance officielle de la Commune est revêtue à la fois de la signature du Bourgmestre ou du membre du Collège qu'il délègue, ainsi que de celle du directeur général ou de l'agent qu'il délègue ».*

Section 6 - La mise des dossiers à la disposition des membres du conseil communal

Article 20 - Sans préjudice de l'article 22, pour chaque point de l'ordre du jour des réunions du conseil communal, toutes les pièces se rapportant à ce point – en ce compris le projet de délibération et la note de synthèse explicative visés à l'article 10 du présent règlement – sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil, et ce, dès l'envoi de l'ordre du jour.

Durant les heures d'ouverture de bureaux, les membres du conseil communal peuvent consulter ces pièces au secrétariat communal.

Cette consultation pourra également être exercée par voie électronique, moyennant attribution à chaque conseiller communal d'un nom d'utilisateur et d'un mot de passe, afin d'en sécuriser l'accès

Article 21 – Le directeur général ou le fonctionnaire communal désigné par lui, ainsi que le directeur financier ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers dont il est question aux articles 20 et 20 bis du présent règlement, et cela pendant deux périodes précédant la séance du Conseil communal, l'une durant les heures normales d'ouverture des bureaux, et l'autre en dehors de ces heures.

Par « période » au sens du présent règlement, il y a lieu d'entendre une période de 2 heures, le 3^e jour ouvrable sauf le samedi précédant le jour de la réunion du conseil communal :

De 14 à 16 heures, pendant les heures normales d'ouverture de bureaux ;

De 17 à 19 heures, en dehors des heures normales d'ouverture de bureaux.

Les membres du conseil communal désireux que pareilles informations leur soient fournies prennent rendez-vous avec le fonctionnaire communal concerné afin de déterminer à quel moment précis au cours de la période envisagée ils lui feront visite, et ce, afin d'éviter que plusieurs conseillers sollicitent en même temps des explications techniques sur des dossiers différents.

Article 22 - Au plus tard sept jours francs avant la réunion au cours de laquelle le conseil communal est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège communal remet à chaque membre du conseil communal un exemplaire du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes.

Par "sept jours francs", il y a lieu d'entendre sept jours de vingt-quatre heures, cela signifiant que le jour de la réception du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes par les membres du conseil communal et celui de sa réunion ne sont pas compris dans le délai.

Le projet est communiqué tel qu'il sera soumis aux délibérations du conseil communal, dans la forme prescrite, et accompagné des annexes requises pour son arrêt définitif, à l'exception, pour ce qui concerne les comptes, des pièces justificatives.

Le projet de budget et les comptes sont accompagnés d'un rapport.

Le rapport comporte une synthèse du projet de budget ou des comptes. En outre, le rapport qui a trait au budget définit la politique générale et financière de la commune ainsi que tous les éléments utiles d'information, et celui qui a trait aux comptes synthétise la gestion des finances communales durant l'exercice auquel ces comptes se rapportent.

Avant que le conseil communal délibère, le collège communal commente le contenu du rapport.

Pour les comptes, outre le rapport évoqué ici, est également jointe la liste des adjudicataires des marchés de travaux, de fournitures ou de services pour lesquels le conseil a choisi le mode de passation et a fixé les conditions, conformément à l'article L1312-1, alinéa 1^{er} du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Section 7 - L'information à la presse et aux habitants

Article 23 - Les lieu, jour et heure et l'ordre du jour des réunions du conseil communal sont portés à la connaissance du public par voie d'affichage à la maison communale et aux panneaux d'affichage communaux, dans les mêmes délais que ceux prévus

aux articles L1122-13, L1122-23 et L1122-24, alinéa 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relatifs à la convocation du conseil, ainsi que par un avis diffusé sur le site internet de la commune.

La presse et les habitants intéressés de la commune sont, à leur demande et dans un délai utile, informés de l'ordre du jour des réunions du conseil communal, moyennant paiement d'une redevance fixée comme suit: 7 euros/an, ce taux n'excédant pas le prix de revient. Le délai utile ne s'applique pas pour des points qui sont ajoutés à l'ordre du jour après l'envoi de la convocation conformément à l'article L1122-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

A la demande des personnes intéressées, la transmission de l'ordre du jour peut s'effectuer gratuitement par voie électronique.

Section 8 - La compétence de présider les réunions du conseil communal

Article 24 – Sans préjudice de la norme prévue à l'article L1122-15 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation pour la période antérieure à l'adoption du pacte de majorité par le conseil communal, la compétence de présider les réunions du conseil communal appartient au bourgmestre, à celui qui le remplace, ou le cas échéant, au président d'assemblée tel que désigné en vertu de l'article L1122-34 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Lorsque le bourgmestre n'est pas présent dans la salle de réunion à l'heure fixée par la convocation, il y a lieu:

- de considérer qu'il est absent ou empêché, au sens de l'article L1123-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation,
- et de faire application de cet article.

Lorsque le président, désigné conformément à l'article L1122-34 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, n'est pas présent dans la salle de réunion à l'heure fixée par la convocation, il est remplacé par le bourgmestre ou celui qui le remplace.

Section 8bis – Quant à la présence du directeur général

Article 24bis - Lorsque le directeur général n'est pas présent dans la salle de réunion à l'heure fixée par la convocation, ou lorsqu'il doit quitter la séance parce qu'il se trouve en situation d'interdiction (CDLD, art. L1122-19), le conseil communal désigne un secrétaire momentané parmi les conseillers communaux, pour le remplacer pendant la durée de son absence au cours de la séance, selon les modalités suivantes : désignation du volontaire qui se présente, ou à défaut désignation du conseiller le plus jeune.

Section 9 - La compétence d'ouvrir et de clore les réunions du conseil communal

Article 25 - La compétence d'ouvrir et de clore les réunions du conseil communal appartient au président.

La compétence de clore les réunions du conseil communal comporte celle de les suspendre.

Article 26 - Le président doit ouvrir les réunions du conseil communal au plus tard un quart d'heure après l'heure fixée par la convocation.

Article 27 - Lorsque le président a clos une réunion du conseil communal:

- a) celui-ci ne peut plus délibérer valablement;
- b) la réunion ne peut pas être rouverte.

Section 10 - Le nombre de membres du conseil communal devant être présents pour qu'il puisse délibérer valablement

Article 28 - Sans préjudice de l'article L1122-17, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le conseil communal ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Par "la majorité de ses membres en fonction", il y a lieu d'entendre:

- la moitié plus un demi du nombre des membres du conseil communal en fonction, si ce nombre est impair;
- la moitié plus un du nombre des membres du conseil en fonction, si ce nombre est pair.

Article 29 - Lorsque, après avoir ouvert la réunion du conseil communal, le président constate que la majorité de ses membres en fonction n'est pas présente, il la clôt immédiatement.

De même, lorsque, au cours de la réunion du conseil communal, le président constate que la majorité de ses membres en fonction n'est plus présente, il la clôt immédiatement.

Section 11 - La police des réunions du conseil communal

Sous-section 1ère - Disposition générale

Article 30 - La police des réunions du conseil communal appartient au président.

Sous-section 2 - La police des réunions du conseil communal à l'égard du public

Article 31 - Le président peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser à l'instant du lieu de l'auditoire tout individu qui donnera des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou excitera au tumulte de quelque manière que ce soit. Le président peut, en outre, dresser procès-verbal à charge du contrevenant, et le renvoyer devant le tribunal de police qui pourra le condamner à une amende d'un à quinze euros ou à un emprisonnement d'un à trois jours, sans préjudice d'autres poursuites, si le fait y donne lieu.

Sous-section 3 - La police des réunions du conseil communal à l'égard de ses membres

Article 32 - Le président intervient:

- de façon préventive, en accordant la parole, en la retirant au membre du conseil communal qui persiste à s'écarter du sujet, en mettant aux voix les points de l'ordre du jour;
- de façon répressive, en retirant la parole au membre du conseil qui trouble la sérénité de la réunion, en le rappelant à l'ordre, en suspendant la réunion ou en la levant. Sont notamment considérés comme troublant la sérénité de la réunion du conseil communal, ses membres:
 - qui prennent la parole sans que le président la leur ait accordée,
 - qui conservent la parole alors que le président la leur a retirée,
 - ou qui interrompent un autre membre du conseil pendant qu'il a la parole.

Tout membre du conseil communal qui a été rappelé à l'ordre peut se justifier, après quoi le président décide si le rappel à l'ordre est maintenu ou retiré.

Enfin, le président pourra également exclure le membre du conseil de la réunion si celui-ci excite au tumulte de quelque manière que ce soit.

Article 33 - Plus précisément, en ce qui concerne l'intervention du président de façon préventive, celui-ci, pour chaque point de l'ordre du jour:

- a) le commente ou invite à le commenter;
- b) accorde la parole aux membres du conseil communal qui la demandent, étant entendu qu'il l'accorde selon l'ordre des demandes et, en cas de demandes simultanées, selon l'ordre du tableau de préséance tel qu'il est fixé au Titre I, Chapitre 1^{er} du présent règlement;
- c) clôt la discussion;
- d) circonscrit l'objet du vote et met aux voix, étant entendu que le vote porte d'abord sur les modifications proposées au texte initial.

Les points de l'ordre du jour sont discutés dans l'ordre indiqué par celui-ci, à moins que le conseil communal n'en décide autrement.

Les membres du conseil communal ne peuvent pas demander la parole plus de deux fois à propos du même point de l'ordre du jour, sauf si le président en décide autrement.

Sous-section 4 – L'enregistrement des séances publiques du conseil communal

En ce qui concerne les conseillers communaux

Article 33bis - Pour la bonne tenue de la séance, et pour permettre aux conseillers communaux de participer aux débats sereinement et avec toute la concentration requise, la prise de sons et/ou d'images est interdite aux membres du conseil.

Enregistrement par une tierce personne

Article 33ter - Pendant les séances publiques du conseil communal, la prise de sons et/ou d'images est autorisée aux personnes extérieures au conseil communal ainsi qu'aux journalistes professionnels agréés par l'Association générale des journalistes professionnels de Belgique.

Restrictions – Interdictions

Article 33quater - Les prises de sons et/ou d'images ne peuvent porter atteinte aux droits des personnes présentes (droit à l'image, RGPD,...).

Les photos et/ou images ne peuvent en aucun cas être dénigrantes ou diffamatoires et doivent avoir un rapport avec la fonction ou le métier exercé par la personne photographiée et/ou filmée.

La prise de sons et/ou d'images d'une séance publique du conseil communal ne peut nuire à la tenue de celle-ci, auquel cas des mesures de police pourraient alors être prises par le bourgmestre ou le président de l'assemblée sur base de l'article L1122-25 du CDLD.

Section 12 - La mise en discussion de points non-inscrits à l'ordre du jour de la réunion du conseil communal

Article 34 - Aucun point non inscrit à l'ordre du jour de la réunion du conseil communal ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence est déclarée par les deux tiers au moins des membres du conseil communal présents; leurs noms sont insérés au procès-verbal de la réunion.

Lorsque le nombre des membres du conseil communal présents n'est pas un multiple de trois, il y a lieu, pour la détermination des deux tiers, d'arrondir à l'unité supérieure le résultat de la division par trois suivie de la multiplication par deux.

Section 13 - Le nombre de membres du conseil communal devant voter en faveur de la proposition pour que celle-ci soit adoptée

Sous-section 1ère - Les résolutions autres que les nominations et les présentations de candidats

Article 35 - Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la proposition est rejetée.

Par "la majorité absolue des suffrages", il y a lieu d'entendre:

- la moitié plus un demi du nombre des votes, si ce nombre est impair;
- la moitié plus un du nombre des votes, si ce nombre est pair.

Pour la détermination du nombre des votes, n'interviennent pas:

- les abstentions,
- et, en cas de scrutin secret, les bulletins de vote nuls.

En cas de scrutin secret, un bulletin de vote est nul lorsqu'il comporte une indication permettant d'identifier le membre du conseil communal qui l'a déposé.

Sous-section 2 - Les nominations et les présentations de candidats

Article 36 - En cas de nomination ou de présentation de candidats, si la majorité absolue n'est pas obtenue au premier tour du scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste où apparaissent uniquement les noms de ces deux candidats.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'à un des deux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

Section 14 - Vote public ou scrutin secret

Sous-section 1^{ère} - Le principe

Article 37 - Sans préjudice de l'article 38, le vote est public.

Article 38 - Les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires font l'objet d'un scrutin secret.

Sous-section 2 - Le vote public

Article 39 - Lorsque le vote est public, les membres du conseil communal votent à haute voix.

Article 40 - Le président commence à faire voter à un bout de table et fait s'exprimer les conseillers dans l'ordre physique où ils sont assis.

Article 41 - Après chaque vote public, le président proclame le résultat de celui-ci.

Article 42 - Lorsque le vote est public, le procès-verbal de la réunion du conseil communal indique le nombre total de votes en faveur de la proposition, le nombre et le nom des membres du conseil qui ont voté contre celle-ci, ou qui se sont abstenus.

Sous-section 3 - Le scrutin secret

Article 43 - En cas de scrutin secret:

a) le secret du vote est assuré par l'utilisation de bulletins de vote préparés de façon telle que pour voter, les membres du conseil communal n'aient plus, sauf s'ils ont décidé de s'abstenir, qu'à noircir un cercle ou à tracer une croix sur un cercle sous "oui" ou qu'à noircir un ou plusieurs cercles ou à tracer une croix sur un ou plusieurs cercles sous "non";

b) l'abstention se manifeste par le dépôt d'un bulletin de vote blanc, c'est-à-dire d'un bulletin de vote sur lequel le membre du conseil communal n'a noirci aucun cercle ou n'a tracé une croix sur aucun cercle.

Article 44 - En cas de scrutin secret:

a) pour le vote et pour le dépouillement, le bureau est composé du président et des deux membres du conseil communal les plus jeunes;

b) avant qu'il ne soit procédé au dépouillement, les bulletins de vote déposés sont comptés; si leur nombre ne coïncide pas avec celui des membres du conseil communal ayant pris part au vote, les bulletins de vote sont annulés et les membres du conseil sont invités à voter une nouvelle fois;

c) tout membre du conseil communal est autorisé à vérifier la régularité du dépouillement.

Article 45 - Après chaque scrutin secret, le président proclame le résultat de celui-ci.

Section 15 - Le contenu du procès-verbal des réunions du conseil communal

Article 46 - Le procès-verbal des réunions du conseil communal reprend, dans l'ordre chronologique, tous les objets mis en discussion ainsi que la suite réservée à tous les points pour lesquels le conseil n'a pas pris de décision. De même, il reproduit clairement toutes les décisions.

Le procès-verbal contient donc:

- le texte complet, y compris leur motivation, de toutes les décisions intervenues;

- la suite réservée à tous les points de l'ordre du jour n'ayant pas fait l'objet d'une décision;

- la constatation que toutes les formalités légales ont été accomplies: nombre de présents, vote en séance publique ou à huis clos, vote au scrutin secret, résultat du vote avec, le cas échéant, les mentions prévues à l'article 42 du présent règlement.

Le procès-verbal contient également la transcription des interpellations des habitants, telles que déposées conformément aux articles 63 et suivants du présent règlement, ainsi que la réponse du collège et la réplique.

Il contient également l'indication des questions orales et la transcription des questions écrites posées par les conseillers communaux conformément aux articles 72 et suivants du présent règlement.

Article 47 - Les commentaires préalables ou postérieurs aux décisions, les questions et réponses orales, ainsi que toute forme de commentaires extérieurs aux décisions ne seront consignés dans le procès-verbal que sur demande expresse du conseiller

qui a émis la considération et qui la dépose sur support écrit, soit séance tenante, soit dans les 5 jours ouvrables suivant la séance.

Section 16 - L'approbation du procès-verbal des réunions du conseil communal

Article 48 - Il n'est pas donné lecture, à l'ouverture des réunions du conseil communal, du procès-verbal de la réunion précédente.

L'article 20 du présent règlement, relatif à la mise des dossiers à la disposition des conseillers, est applicable au procès-verbal des réunions du conseil communal.

Article 49 - Tout membre du conseil communal a le droit, pendant la réunion, de faire des observations sur la rédaction du procès-verbal de la réunion précédente. Si ces observations sont adoptées, le directeur général est chargé de présenter, séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du conseil.

Si la réunion s'écoule sans observations, le procès-verbal de la réunion précédente est considéré comme adopté et signé par le bourgmestre ou celui qui le remplace et le directeur général.

Chaque fois que le conseil communal le juge convenable, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les membres du conseil présents.

Sans préjudice de l'article L1122-29, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le procès-verbal du conseil communal relatif aux points en séance publique, une fois approuvé, est publié sur le site internet de la commune.

Chapitre 3 - Les commissions dont il est question à l'article L1122-34, par. 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

Article 50 - Il peut être créé des commissions composées de membres du conseil communal, ayant pour mission, de manière ponctuelle et informelle de préparer les discussions lors de ses réunions ; les matières dont elles s'occupent sont décidées par le conseil communal. Le cas échéant, les dispositions visées à l'article L1122-34, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation sont d'application.

Article 51 - Il peut être créé des groupes de travail composés de membres du conseil communal, ayant pour mission, de manière ponctuelle et informelle de préparer les discussions lors de ses réunions ; les matières dont elles s'occupent sont décidées par le conseil communal

Chapitre 4 – Les réunions conjointes du conseil communal et du conseil de l'action sociale

Article 52 – Conformément à l'article 26bis, par. 5, alinéa 2 et 3, de la loi organique des CPAS, il sera tenu une réunion conjointe annuelle et publique du conseil communal et du conseil de l'action sociale avant l'adoption des budgets annuels par le conseil communal et le conseil de l'action sociale.

La date et l'ordre du jour de cette réunion sont fixés par le collège communal.

Cette réunion a pour objet obligatoire la présentation du projet de rapport annuel sur l'ensemble des synergies existantes et à développer entre la commune et le centre public d'action sociale, ainsi que les économies d'échelle et les suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activités du centre public d'action sociale et de la commune ; une projection de la politique sociale locale est également présentée en cette même séance.

Article 53 – Outre l'obligation énoncée à l'article précédent, le conseil communal et le conseil de l'action sociale ont la faculté de tenir des réunions conjointes.

Chacun des deux conseils peut, par un vote, provoquer la réunion conjointe. Le collège communal dispose également de la compétence pour convoquer la réunion conjointe, de même qu'il fixe la date et l'ordre du jour de la séance.

Article 54 – Les réunions conjointes du conseil communal et du conseil de l'action sociale ont lieu dans la salle du conseil communal ou dans tout autre lieu approprié fixé par le collège communal et renseigné dans la convocation

Article 55 – Les convocations aux réunions conjointes sont signées par le bourgmestre, le président du conseil de l'action sociale, les directeurs généraux de la commune et du CPAS.

Article 56 – Les réunions conjointes du conseil communal et du conseil de l'action sociale ne donnent lieu à aucun vote. Aucun quorum n'est requis.

Article 57 – La présidence et la police de l'assemblée appartiennent au bourgmestre. En cas d'absence ou d'empêchement du bourgmestre, il est remplacé par le président du conseil de l'action sociale, ou, par défaut, à un échevin suivant leur rang.

Article 58 – Le secrétariat des réunions conjointes est assuré par le directeur général de la commune ou un agent désigné par lui à cet effet.

Article 59 – Un compte-rendu synthétique de la réunion conjointe est établie par l'agent visé à l'article 58 du présent règlement, et transmis au collège communal et au président du conseil de l'action sociale dans les 30 jours de la réunion visée

ci-dessus, à charge pour le collège et le président du conseil de l'action sociale d'en donner connaissance au conseil communal et au conseil de l'action sociale lors de leur plus prochaine séance respective.

Chapitre 5 - La perte des mandats dérivés dans le chef du conseiller communal démissionnaire / exclu de son groupe politique

Article 60 - Conformément à l'article L1123-1, par. 1^{er}, alinéa 1, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le ou les conseillers élus sur une même liste lors des élections constituent un groupe politique dont la dénomination est celle de ladite liste.

Article 61 - Conformément à L1123-1, par. 1^{er}, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le conseiller qui, en cours de législature, démissionne de son groupe politique est démissionnaire de plein droit de tous les mandats qu'il exerçait à titre dérivé tel que défini à l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 62 - Conformément à l'article L1123-1, par. 1^{er}, alinéa 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le conseiller qui, en cours de législature, est exclu de son groupe politique, est démis de plein droit de tous les mandats qu'il exerçait à titre dérivé tel que défini à l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Chapitre 6 – Le droit d'interpellation des habitants

Article 63 - Tout habitant de la commune dispose, aux conditions fixées dans le présent chapitre, d'un droit d'interpeller directement le collège communal en séance publique du conseil communal.

Par '*habitant de la commune*', il faut entendre:

- toute personne physique de 18 ans accomplis inscrite au registre de la population de la commune;
- toute personne morale dont le siège social ou d'exploitation est localisé sur le territoire de la commune et qui est représentée par une personne physique de 18 ans accomplis dûment mandatée.

Les conseillers communaux et les conseillers de l'action sociale ne bénéficient pas dudit droit.

Article 64 - Le texte intégral de l'interpellation proposée est adressé par écrit au collège communal.

Pour être recevable, l'interpellation remplit les conditions suivantes:

1. être introduite par une seule personne;
2. être formulée sous forme de question et ne pas conduire à une intervention orale de plus de dix minutes;
3. porter:
 - a) sur un objet relevant de la compétence de décision du collège ou du conseil communal;
 - b) sur un objet relevant de la compétence d'avis du collège ou du conseil communal dans la mesure où cette compétence a un objet qui concerne le territoire communal ;
4. être à portée générale;
5. ne pas être contraire aux libertés et aux droits fondamentaux;
6. ne pas porter sur une question de personne;
7. ne pas constituer des demandes d'ordre statistique;
8. ne pas constituer des demandes de documentation;
9. ne pas avoir pour unique objet de recueillir des consultations d'ordre juridique;
10. parvenir entre les mains du bourgmestre (par la poste ou par voie électronique) au moins 15 jours francs avant le jour de la séance où l'interpellation sera examinée;
11. indiquer l'identité, l'adresse et la date de naissance du demandeur;
12. être libellée de manière à indiquer clairement la question posée, et préciser les considérations que le demandeur se propose de développer.

Article 65 - Le collège communal examine la conformité de la demande; il écarte toute demande non conforme à la présente section (notamment quant aux délais, au sujet invoqué, etc.). Il peut en outre refuser une interpellation lorsqu'elle porte sur un objet d'intérêt exclusivement privé ou lorsqu'elle est de nature à porter préjudice à l'intérêt général. Il en est de même des interpellations qui mettraient en cause des personnes physiques, qui porteraient atteinte à la moralité publique, qui manqueraient de respect aux convictions religieuses ou philosophiques d'un ou plusieurs citoyens, ou qui avanceraient des propos à connotation raciste ou xénophobe.

La notification éventuelle d'irrecevabilité indique clairement les voies de recours et formes et délais à respecter.

Article 66 - Les interpellations se déroulent comme suit:

- elles ont lieu en séance publique du conseil communal;
- elles sont entendues dans l'ordre de leur réception chronologique par le bourgmestre;
- l'interpellant expose sa question à l'invitation du président de séance dans le respect des règles organisant la prise de parole au sein de l'assemblée, il dispose pour ce faire de 10 minutes maximum;
- le collège répond aux interpellations en 10 minutes maximum;
- l'interpellant dispose de 2 minutes pour répliquer à la réponse, avant la clôture définitive du point de l'ordre du jour;
- il n'y a pas de débat; de même l'interpellation ne fait l'objet d'aucun vote en séance du conseil communal;

- l'interpellation est transcrite dans le procès-verbal de la séance du conseil communal, lequel est publié sur le site internet de la commune.

Article 67 - Il ne peut être développé qu'un maximum de 3 interpellations par séance du conseil communal.

Article 68 - Un même habitant ne peut faire usage de son droit d'interpellation que 3 fois au cours d'une période de douze mois.

Article 69 - Un même objet ne peut être évoqué par voie d'interpellation que 3 fois au cours d'une période de douze mois.

TITRE II – LES RELATIONS ENTRE LES AUTORITES COMMUNALES ET L'ADMINISTRATION – DEONTOLOGIE, ETHIQUE ET DROITS DES CONSEILLERS

Chapitre 1er – Les relations entre les autorités communales et l'administration locale

Article 70 - Sans préjudice des articles L1124-3 et L1124-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'article 71 du présent règlement, le conseil communal, le collège communal, le bourgmestre et le directeur général collaborent selon les modalités qu'ils auront établies, notamment quant à l'organisation et le fonctionnement des services communaux et la manière de coordonner la préparation et l'exécution par ceux-ci des décisions du conseil communal, du collège communal et du bourgmestre.

Chapitre 2 – Les règles de déontologie et d'éthique des conseillers communaux

Article 71 – Conformément à l'article L1122-18 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les conseillers communaux s'engagent à:

1. exercer leur mandat avec probité et loyauté;
2. refuser tout cadeau, faveur, invitation ou avantage en tant que représentant de l'institution locale, qui pourrait influencer sur l'impartialité avec laquelle ils exercent leurs fonctions;
3. spécifier s'ils agissent en leur nom personnel ou au nom de l'institution locale qu'ils représentent, notamment lors de l'envoi de courrier à la population locale;
4. assumer pleinement (c'est-à-dire avec motivation, disponibilité et rigueur) leur mandat et leurs mandats dérivés;
5. rendre compte régulièrement de la manière dont ils exercent leurs mandats dérivés;
6. participer avec assiduité aux réunions des instances de l'institution locale, ainsi qu'aux réunions auxquelles ils sont tenus de participer en raison de leur mandat au sein de ladite institution locale;
7. prévenir les conflits d'intérêts et exercer leur mandat et leurs mandats dérivés dans le but exclusif de servir l'intérêt général;
8. déclarer tout intérêt personnel dans les dossiers faisant l'objet d'un examen par l'institution locale et, le cas échéant, s'abstenir de participer aux débats (on entend par "intérêt personnel" tout intérêt qui affecte exclusivement le patrimoine du mandataire ou de ses parents et alliés jusqu'au deuxième degré);
9. refuser tout favoritisme (en tant que tendance à accorder des faveurs injustes ou illégales) ou népotisme;
10. adopter une démarche proactive, aux niveaux tant individuel que collectif, dans l'optique d'une bonne gouvernance;
11. rechercher l'information nécessaire au bon exercice de leur mandat et participer activement aux échanges d'expériences et formations proposées aux mandataires des institutions locales, et ce, tout au long de leur mandat;
12. encourager toute mesure qui favorise la performance de la gestion, la lisibilité des décisions prises et de l'action publique, la culture de l'évaluation permanente ainsi que la motivation du personnel de l'institution locale;
13. encourager et développer toute mesure qui favorise la transparence de leurs fonctions ainsi que de l'exercice et du fonctionnement des services de l'institution locale;
14. veiller à ce que tout recrutement, nomination et promotion s'effectuent sur base des principes du mérite et de la reconnaissance des compétences professionnelles et sur base des besoins réels des services de l'institution locale;
15. être à l'écoute des citoyens et respecter, dans leur relation avec ceux-ci, les rôles et missions de chacun ainsi que les procédures légales;
16. s'abstenir de diffuser des informations de type propagande ou publicitaire qui nuisent à l'objectivité de l'information ainsi que des informations dont ils savent ou ont des raisons de croire qu'elles sont fausses ou trompeuses;
17. s'abstenir de profiter de leur position afin d'obtenir des informations et décisions à des fins étrangères à leur fonction et ne pas divulguer toute information confidentielle concernant la vie privée d'autres personnes;
18. respecter les principes fondamentaux tenant à la dignité humaine.

Chapitre 3 – Les droits des conseillers communaux

Section 1 - Le droit, pour les membres du conseil communal, de poser des questions écrites et orales d'actualité au collège communal

Article 72 – Par. 1^{er} - Les membres du conseil communal ont le droit de poser des questions écrites et orales d'actualité au collège communal sur les matières qui relèvent de la compétence:

1° de décision du collège ou du conseil communal;

2° d'avis du collège ou du conseil communal dans la mesure où cette compétence a un objet qui concerne le territoire communal.

Par. 2 - Par "questions d'actualité", il y a lieu d'entendre les situations, faits récents, ou les faits nouveaux relatifs à des affaires plus anciennes mais qui sont intervenus à une date postérieure à la date du précédent conseil communal ou dont les conseillers ont eu connaissance depuis le dernier conseil.

Afin de permettre aux conseillers de répondre aux questions d'actualité, les procès-verbaux du collège communal seront portés à leur connaissance dans les 30 jours suivant la réunion du collège communal.

Article 73 - Il est répondu aux questions écrites dans le mois de leur réception par le bourgmestre ou par celui qui le remplace.

Article 74 - Lors de chaque réunion du conseil communal, une fois terminé l'examen des points inscrits à l'ordre du jour de la séance publique, le président accorde la parole aux membres du conseil qui la demandent afin de poser des questions orales d'actualité au collège communal, étant entendu qu'il l'accorde selon l'ordre des demandes et, en cas de demandes simultanées, selon l'ordre du tableau de préséance tel qu'il est établi au Titre I^{er}, Chapitre 1^{er}, du présent règlement.

Il est répondu aux questions orales:

- soit séance tenante,
- soit lors de la prochaine réunion du conseil communal, avant que le président accorde la parole afin que, le cas échéant, de nouvelles questions orales d'actualité soient posées.

Article 75 - Les questions orales d'actualité discutées en conseil communal sont notamment régies par les modalités suivantes :

- Les questions sont posées et il y est répondu avant la clôture du conseil communal.
- Le conseiller dispose de maximum 5 minutes pour développer sa question.
- La réponse du collège ne peut pas dépasser 5 minutes.
- Le cas échéant, le collège peut solliciter en séance l'avis d'un conseiller communal ou du Directeur général et demander au président que la parole lui soit donnée pour apporter des précisions ou compléments d'information sur la question posée ;
- Le conseiller communal qui a déposé la question orale d'actualité dispose alors de maximum 2 minutes pour répliquer au collège.
- Toute question similaire à un point de l'ordre du jour du conseil communal est automatiquement supprimée.
- Les questions sont examinées en séance publique ou à huis clos selon les règles ordinaires inscrites aux articles L1122-20 à L1122-22 du CDLD.
- Une synthèse de la question et de la réponse du collège peut figurer dans le procès-verbal du conseil communal dans le respect de l'article 47 du présent règlement.
- Aucun vote ne peut conclure une question.

Section 2 - Le droit, pour les membres du conseil communal, d'obtenir copie des actes et pièces relatifs à l'administration de la commune

Article 76 - Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration de la commune ne peut être soustrait à l'examen des membres du conseil communal.

Article 77 - Les membres du conseil communal ont le droit d'obtenir copie des actes et pièces dont il est question à l'article 76, moyennant paiement d'une redevance fixée à 0,25€ par feuille, à partir de la vingtième feuille dans un même dossier. Ce taux n'excède pas le prix de revient.

En vue de cette obtention, les membres du conseil communal remplissent une formule de demande qu'ils retirent au secrétariat communal et qu'ils remettent au bourgmestre ou à celui qui le remplace.

Les copies demandées sont envoyées dans les 7 jours de la réception de la formule de demande par le bourgmestre ou par celui qui le remplace.

Une copie unique de l'ensemble des dossiers inscrits à l'ordre du jour du conseil communal peut être transmise à la demande du chef d'un groupe politique. Cette copie unique est fournie gratuitement par les services communaux. Néanmoins, une transmission des dossiers par voie électronique sera privilégiée.

Section 3 - Le droit, pour les membres du conseil communal, de visiter les établissements et services communaux

Article 78 - Les membres du conseil communal ont le droit de visiter les établissements et services communaux, accompagnés d'un membre du collège communal avec qui ils prennent rendez-vous au moins une semaine à l'avance.

Article 79 - Durant leur visite, les membres du conseil communal sont tenus de se comporter d'une manière passive.

Section 4 – Le droit des membres du conseil communal envers les entités para-locales

A. Le droit des conseillers communaux envers les intercommunales, régions communales autonomes, associations de projet, asbl communales et SLSP et les obligations des conseillers y désignés comme représentants

Article 80 - Conformément à l'article L6431-1 paragraphe 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le conseiller désigné pour représenter la ville au sein d'un conseil d'administration (asbl communales, régies autonomes, intercommunales, associations de projet et sociétés de logement) ou, à défaut, du principal organe de gestion, rédige annuellement un rapport écrit sur les activités de la structure et l'exercice de son mandat ainsi que sur la manière dont il a pu développer et mettre à jour ses compétences.

Lorsque plusieurs conseillers sont désignés au sein d'un même organisme, ceux-ci peuvent rédiger un rapport commun.

Les rapports visés sont adressés au collège communal qui le soumet pour prise d'acte au conseil communal lors de sa plus prochaine séance. A cette occasion, ils sont présentés par leurs auteurs et débattus en séance publique du conseil ou d'une commission du conseil.

Le conseiller susvisé peut rédiger un rapport écrit au conseil communal à chaque fois qu'il le juge utile. Dans ce cas, l'article 82bis, alinéa 2, du présent règlement est d'application.

Lorsqu'aucun conseiller communal n'est désigné comme administrateur, le président du principal organe de gestion produit un rapport dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités. Le rapport est présenté, par ledit président ou son délégué, et débattu en séance publique du conseil ou d'une commission du conseil.

Article 80bis - Les conseillers communaux peuvent consulter les budgets, comptes et délibérations des organes de gestion et de contrôle des asbl communales et provinciales, régies autonomes, intercommunales, associations de projet et sociétés de logement, au siège de l'organisme.

Tout conseiller qui a exercé ces droits peut faire un rapport écrit au conseil communal. Ce rapport écrit doit être daté, signé et remis au bourgmestre qui en envoie copie à tous les membres du conseil.

Article 80ter - Sauf lorsqu'il s'agit de question de personnes, de points de l'ordre du jour qui contreviendraient au respect de la vie privée, des points à caractère stratégique couvrant notamment le secret d'affaires, des positionnements économiques qui pourraient nuire à la compétitivité de l'organisme dans la réalisation de son objet social, les conseillers communaux peuvent consulter les procès-verbaux détaillés et ordres du jour, complétés par le rapport sur le vote des membres et de tous les documents auxquels les procès-verbaux et ordres du jour renvoient. Les documents peuvent être consultés soit par voie électronique, soit au siège respectivement des asbl communales, régies autonomes, intercommunales, associations de projet, sociétés de logement.

Tout conseiller qui a exercé ces droits peut faire un rapport écrit au conseil communal. Dans ce cas, l'article 82bis, alinéa 2, du présent règlement est d'application.

B. Le droit des conseillers communaux envers les asbl à prépondérance communale

Article 80quater – Les conseillers communaux peuvent visiter les bâtiments et services des asbl au sein desquelles la commune détient une position prépondérante, au sens de l'article 1234-2, paragraphe 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Les modalités de ce droit de visite sont fixées dans le cadre du contrat de gestion à conclure entre la commune et l'asbl concernée.

Section 5 - Les jetons de présence

Article 81 – Par. 1^{er} - Les membres du conseil communal – à l'exception du bourgmestre et des échevins, conformément à l'article L1123-15, par. 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation - perçoivent un jeton de présence lorsqu'ils assistent aux réunions du conseil communal, et aux réunions des commissions.

Par. 2. – Par dérogation au par. 1^{er}, le président d'assemblée visé à l'article 24 du présent règlement d'ordre intérieur et désigné conformément à l'article L1122-34, par 3 et par. 4, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation perçoit un double jeton de présence par séance du conseil communal qu'il préside. Il ne reçoit aucun autre avantage ou rétribution.

Article 82 - Le montant du jeton de présence est fixé à 37,18 euros par séance du conseil. Ce montant est lié à l'indice pivot 138.01.

Article 83 – Le règlement d'ordre intérieur du conseil communal arrêté par le conseil le 18 février 2019 est abrogé et remplacé par le présent document.

Art. 3 : Le présent règlement sera transmis à la tutelle.

2. L'Asbl Royale Jeunesse Sportive Olnoise - Contrôle des subventions allouées en 2018

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,
Vu sa délibération en date du 12 décembre 2017 concernant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,
Attendu qu'il y a lieu de procéder à la vérification de l'emploi des subventions qui ont été allouées en 2018 à l'Asbl Royale Jeunesse Sportive Olnoise,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
DECLARE avoir vérifié l'emploi des subventions accordées à l'Asbl Royale Jeunesse Sportive Olnoise pendant l'année 2018 et ce sur base des documents fournis par le bénéficiaire.

3. Asbl Royale Jeunesse Sportive Olnoise : octroi d'une subvention annuelle de fonctionnement - décision

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,
Vu sa délibération en date du 12 décembre 2017 fixant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,
Vu sa délibération en date de ce jour déclarant avoir vérifié l'emploi des subsides alloués à l'Asbl Royale Jeunesse Sportive Olnoise en 2018,
Attendu qu'il y a lieu d'accorder une subvention annuelle de fonctionnement à certaines associations afin de leur permettre de réaliser en 2019 leurs objectifs, ceux-ci étant de nature à rencontrer les besoins de la population olnoise,
Vu la demande de subside annuel de fonctionnement de cette association en date du 1er mars 2019,
Attendu que cette Asbl a une existence reconnue d'au moins un an,
Vu la liste de tous les membres de cette association,
Attendu que l'Asbl R.J.S.O. demande un subside majoré, comme le prévoit le règlement mentionné ci-dessus, car il s'agit d'une association devant entretenir des infrastructures, étant reconnue, pour le moins, régionalement et comptant plus de cinquante membres olnois,
Attendu qu'un avis concernant ce dossier a été transmis au Directeur financier le 26 mars 2019 dans le cadre des avis de légalité et que celui-ci n'a pas souhaité appeler le dossier,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
DECIDE :
1) D'accorder une subvention annuelle de fonctionnement de 240,00 euros majorée de 1.260,00 euros à l'Asbl Royale Jeunesse Sportive Olnoise.
2) D'imputer ce subside à l'article 764/332-02 du budget ordinaire 2019.
3) Que le bénéficiaire devra faire parvenir dès le début de l'année 2020, le formulaire justificatif établi à cet effet et fourni par la commune ainsi que, le cas échéant, le bilan de l'association pour l'année 2019.

4. Asbl Royale Jeunesse Sportive Olnoise - octroi d'un subside ponctuel

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,
Vu sa délibération en date du 12 décembre 2017 fixant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,
Vu sa délibération en date de ce jour déclarant avoir vérifié l'emploi des subventions perçues par la Royale Jeunesse Sportive Olnoise en 2018,
Vu la demande de cette association en date du 10 mars 2019, sollicitant un subside pour activité ponctuelle, à savoir l'organisation d'un festifoot carnavalesque le 23 mars 2019,
Attendu que cette Asbl a une existence d'au moins un an,
Attendu que cette association compte dix membres au minimum,
Vu le budget prévu pour cette organisation,
Attendu que ce subside doit servir à financer la prise en charge des médailles et des trophées sportifs qui seront remis pendant cette journée,
Attendu qu'un avis sur ce dossier a été transmis au Directeur financier le 15 mars 2019 dans le cadre des avis de légalité et que celui-ci n'a pas souhaité appeler le dossier,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
DECIDE :

Art.1 : D'accorder à la Royale Jeunesse Sportive Olnoise un subside pour activité ponctuelle d'un montant de 250,00 euros et destiné au financement d'une partie de l'organisation du festifoot carnavalesque qui a eu lieu le 23 mars 2019 et plus particulièrement, la prise en charge des médailles et des trophées sportifs.

Art.2 : D'imputer le subside sur l'article 764/332-02 du budget ordinaire 2019.

Art.3 : De libérer ce subside dès la production des pièces justificatives et du compte de cette activité.

Art.4 : Que le bénéficiaire devra faire parvenir dès le début de l'année 2020, le formulaire justificatif établi à cet effet et fourni par la commune ainsi que, le cas échéant, le bilan de l'association pour l'année 2019.

5. Confrérie du Lev'Gos - Contrôle des subventions allouées en 2018

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,
Vu sa délibération en date du 12 décembre 2017 concernant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,

Attendu qu'il y a lieu de procéder à la vérification de l'emploi des subventions qui ont été allouées en 2018 à la Confrérie du Lev'Gos,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

DECLARE avoir vérifié l'emploi des subventions accordées à la Confrérie du Lev'Gos pendant l'année 2018 et ce sur base des documents fournis par le bénéficiaire.

6. Confrérie du Lèv'Gos : octroi d'une subvention annuelle de fonctionnement - décision

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,

Vu la délibération du Conseil communal en date du 12 décembre 2017 fixant règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,

Vu sa délibération en date de ce jour déclarant avoir vérifié l'emploi des subsides alloués à la Confrérie en 2018,

Attendu qu'il y a lieu d'accorder une subvention annuelle de fonctionnement à certaines associations afin de leur permettre de réaliser en 2019 leurs objectifs, ceux-ci étant de nature à rencontrer les besoins de la population olnoise,

Vu la demande de subside de fonctionnement annuel de la Confrérie du Lèv'Gos en date du 20 février 2019,

Attendu que ce comité a une existence reconnue d'au moins un an,

Attendu que cette association compte dix membres au minimum,

Attendu qu'un avis concernant ce dossier a été transmis au Directeur financier le 15 mars 2019 dans le cadre des avis de légalité et que celui-ci n'a pas souhaité appeler le dossier,

A l'unanimité

DECIDE :

1) D'accorder une subvention annuelle de fonctionnement de 240,00 euros à la Confrérie du Lèv'Gos.

2) En conformité avec le règlement susmentionné, de ne pas réclamer de justificatifs relatifs à l'utilisation de cette subvention.

3) D'imputer ce subside à l'article 762/332-02 du budget ordinaire 2019.

7. Asbl Renaidanse - Ecole de Danse d'Olne - Contrôle des subventions allouées en 2018

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,

Vu sa délibération en date du 12 décembre 2017 concernant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,

Attendu qu'il y a lieu de procéder à la vérification de l'emploi des subventions qui ont été allouées en 2018 à l'Asbl Renaidanse - Ecole de Danse d'Olne,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

DECLARE avoir vérifié l'emploi des subventions accordées à l'Asbl Renaidanse - Ecole de Danse d'Olne pendant l'année 2018 et ce sur base des documents fournis par le bénéficiaire.

8. Asbl Renaidanse- Ecole de Danse d'Olne - octroi d'un subside ponctuel

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,

Vu sa délibération en date du 12 décembre 2017 fixant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,
Vu la demande de l'Asbl Renaidanse - Ecole de Danse d'Olne en date du 17 février 2019 sollicitant un subside pour activité ponctuelle, à savoir l'organisation d'un Gala de danse le 30 mars 2019,
Attendu que cette Asbl a une existence de plus d'un an,
Vu la liste des membres de cette association,
Vu le budget prévu pour cette organisation,
Attendu que le dossier a été transmis au Directeur financier le 25 mars 2019 dans le cadre des avis de légalité et que celui-ci n'a pas souhaité appeler le dossier,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité

DECIDE :

Art.1 : D'accorder à l'Asbl Renaidanse - Ecole de danse d'Olne un subside pour activité ponctuelle d'un montant de 312,00 euros et destiné au financement d'une partie de l'organisation du Gala de danse qui a eu lieu le 30 mars 2019 et plus spécifiquement, la prise en charge de la Sabam, de l'impression de la publicité et des programmes, des frais de papeterie et des frais de poste.

Art.2 : D'imputer ce subside sur l'article 764/332-02 du budget ordinaire 2019.

Art.3 : De libérer ce subside dès la production des pièces justificatives et du compte de cette activité.

Art.4 : Que le bénéficiaire devra faire parvenir dès le début de l'année 2020, le formulaire justificatif établi à cet effet et fourni par la commune ainsi que le bilan de l'association pour l'année 2019.

Art.5 : De rappeler à l'organisateur que la Commune d'Olne collabore avec le Centre culturel de Soumagne et de l'inviter à organiser son spectacle dans une salle de ce Centre culturel.

M. JASON rentre en séance à 20h12.

9. Seniors d'Olne et de Saint-Hadelin – A.N.R. - Contrôle des subventions allouées en 2018

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,
Vu sa délibération en date du 12 décembre 2017 concernant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,
Attendu qu'il y a lieu de procéder à la vérification de l'emploi des subventions qui ont été allouées en 2018 à Seniors d'Olne et de Saint-Hadelin - Association Neutre des Retraités,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité

DECLARE avoir vérifié l'emploi des subventions accordées aux Seniors d'Olne et de Saint-Hadelin - A.N.R. pendant l'année 2018 et ce sur base des documents fournis par le bénéficiaire.

10. Séniors d'Olne et de Saint-Hadelin – A.N.R. : octroi d'une subvention annuelle de fonctionnement – décision

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,
Vu sa délibération en date du 12 décembre 2017 fixant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,
Vu sa délibération en date de ce jour déclarant avoir vérifié l'emploi des subsides alloués aux Seniors d'Olne et de Saint-Hadelin – A.N.R. en 2018,
Attendu qu'il y a lieu d'accorder une subvention annuelle de fonctionnement à certaines associations afin de leur permettre de réaliser en 2019 leurs objectifs, ceux-ci étant de nature à rencontrer les besoins de la population olnoise,
Vu la demande de subside annuel de fonctionnement de cette association en date du 25 mars 2019,
Attendu que cette Asbl a une existence reconnue d'au moins un an,
Vu la liste de tous les membres de cette association,
Attendu que ce comité demande un subside majoré, comme le prévoit le règlement mentionné ci-dessus, car il s'agit d'une association à caractère social très important et qu'elle compte plus de cinquante membres olnois,
Attendu qu'un avis concernant ce dossier a été transmis au Directeur financier le 25 mars 2019 dans le cadre des avis de légalité et que celui-ci n'a pas souhaité appeler le dossier,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité

DECIDE :

1) D'accorder une subvention annuelle de fonctionnement de 240,00 euros majorée de 1.200,00 euros aux Seniors d'Olne et de Saint-Hadelin - A.N.R.

2) D'imputer ce subside à l'article 762/332-02 du budget ordinaire 2019.

3) Que le bénéficiaire devra faire parvenir dès le début de l'année 2020, le formulaire justificatif établi à cet effet et fourni par la commune ainsi que, le cas échéant, le bilan de l'association pour l'année 2019.

11. Transcen'Danse : octroi d'une subvention annuelle de fonctionnement – décision

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,
Vu la délibération du Conseil communal en date du 12 décembre 2017 fixant règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,
Attendu qu'il y a lieu d'accorder une subvention annuelle de fonctionnement à certaines associations afin de leur permettre de réaliser en 2019 leurs objectifs, ceux-ci étant de nature à rencontrer les besoins de la population olnoise,
Vu la demande de subside de fonctionnement annuel de l'Asbl Transcen'Danse non datée mais reçue en date du 11 janvier 2019,

Attendu que ce comité a une existence reconnue d'au moins un an,

Attendu que cette association compte dix membres au minimum,

Attendu qu'un avis concernant ce dossier a été transmis au Directeur financier le 15 mars 2019 dans le cadre des avis de légalité et que celui-ci n'a pas souhaité appeler le dossier,

A l'unanimité

DECIDE :

- 1) D'accorder une subvention annuelle de fonctionnement de 240,00 euros à l'Asbl Transcen'Danse.
- 2) En conformité avec le règlement susmentionné, de ne pas réclamer de justificatifs relatifs à l'utilisation de cette subvention.
- 3) D'imputer ce subside à l'article 764/332-02 du budget ordinaire 2019.

12. Asbl Transcen'Danse : octroi d'un subside ponctuel

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,
Vu sa délibération en date du 12 décembre 2017 fixant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,
Vu la demande du Groupe Transcen'Danse, en date du 16/12/2018 reçue le 11 janvier 2019, sollicitant un subside de la commune en vue de l'organisation d'une activité ponctuelle à savoir : les ateliers de danse Workshop #6 prévu le 17 février 2019,

Attendu que cette Asbl a une existence de plus d'un an,

Attendu que cette association compte au moins dix membres,

Attendu que ce subside doit servir à financer la prise en charge de l'achat des bracelets de couleur, de la location de la salle, de la sono et des frais de publicité,

Attendu que cette activité présente des moments de détente et les bienfaits d'une activité physique pour de nombreux olnois de tous âges,

Vu les pièces annexées à la demande,

Attendu qu'un avis concernant ce dossier a été transmis au Directeur financier le 15 mars 2019 dans le cadre des avis de légalité et que celui-ci n'a pas souhaité appeler le dossier,

Après en avoir délibéré,

À l'unanimité

DECIDE :

Art.1 : D'accorder à l'Asbl Transcen'Danse un subside pour activité ponctuelle d'un montant de 500,00 euros destiné à l'organisation des ateliers de danse Workshop #6 qui ont eu lieu le 17 février 2019 et plus particulièrement, à l'achat des bracelets de couleur, à la location de la salle, de la sono et aux frais de publicité.

Art.2 : D'imputer le subside sur l'article 764/332-02 du budget ordinaire 2019.

Art.3 : De libérer ce subside dès la production des pièces justificatives et du compte de l'activité.

Art.4 : Que le bénéficiaire devra faire parvenir dès le début de l'année 2020, le formulaire justificatif établi à cet effet et fourni par la commune ainsi que, le cas échéant, le bilan de l'association pour l'année 2019.

13. Femmes, Femmes, Femmes et Cie : octroi d'une subvention annuelle de fonctionnement – décision

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,
Vu la délibération du Conseil communal en date du 12 décembre 2017 fixant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,
Attendu qu'il y a lieu d'accorder une subvention annuelle de fonctionnement à certaines associations afin de leur permettre de réaliser en 2019 leurs objectifs, ceux-ci étant de nature à rencontrer les besoins de la population olnoise,

Vu la demande de subside de fonctionnement annuel de l'Association Femmes, Femmes, Femmes et Cie en date du 14 janvier 2019,

Attendu que ce comité a une existence reconnue d'au moins un an,

Attendu que cette association compte dix membres au minimum,

Attendu qu'un avis concernant ce dossier a été transmis au Directeur financier le 14 mars 2019 dans le cadre des avis de légalité et que celui-ci n'a pas souhaité appeler le dossier,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

DECIDE :

- 1) D'accorder une subvention annuelle de fonctionnement de 240,00 euros à l'Association Femmes, Femmes, Femmes et Cie.
- 2) En conformité avec le règlement susmentionné, de ne pas réclamer de justificatifs relatifs à l'utilisation de cette subvention.
- 3) D'imputer ce subside à l'article 762/332-02 du budget ordinaire 2019.

14. PCDR – Conventions faisabilité 19A (fiche I.1.B) et 19B (fiche II.8) : approbation

Le Conseil communal,

Vu le décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juin 2014 portant exécution du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2013 approuvant le programme communal de développement rural de la commune d'OLNE ;

Vu la circulaire ministérielle 2019/01 du 1er février 2019 relative au programme communal de développement rural ;

Vu les projets de conventions faisabilité 19A (fiche I.1.B) et 19B (fiche II.8) annexés à la présente délibération, relatives à la sécurisation des déplacements doux le long des voiries entre Fosses-Berger et Hansez et à la réalisation d'un aménagement paysager du site de la Croix-Renard ;

Considérant que, suivant une première estimation, les budgets s'évaluent comme suit :

- Fiche I.1.B : Sécurisation des déplacements doux le long des voiries entre Fosses-Berger et Hansez : le coût global est estimé à 575.159,18 (subvention de 401.707,57 € et 173.451,61 euros de part communale)
- Fiche II.8 : Réalisation d'un aménagement paysager du site de la Croix-Renard : le coût global est estimé à 323.338,00 € (subvention de 247.372,40 € et part communale de 75.965,60 €)

Considérant que la fiche I.1.B permet de favoriser les échanges entre différentes entités olnoises et permet de répondre à une demande de la population en favorisant les modes de déplacements alternatifs à la voiture pour les déplacements utilitaires ;

Considérant que, pour la fiche II.8, les aménagements du site de la Croix-Renard seront orientés pour mettre en valeur les aspects liés au paysage ;

Considérant que ces deux projets sont pertinents dans le cadre du développement de la Commune d'Olne en qualité de commune rurale ;

Vu l'avis du Directeur financier remis en date du 8 avril 2019 ;

Sur proposition du Collège,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} : à l'unanimité d'approuver les termes de la convention faisabilité 19A (fiche I.1.B) relative à la sécurisation des déplacements doux le long des voiries entre Fosses-Berger et Hansez, annexée à la présente délibération, et de charger le collège communal, représenté par le Bourgmestre et le Directeur général, de la signature de ladite convention.

Art. 2 : par 12 voix pour et 2 contre (M. DEJONG, Mme GARDIER) d'approuver les termes de la convention faisabilité 19B (fiche II.8) relative à la réalisation d'un aménagement paysager du site de la Croix-Renard, annexée à la présente délibération, et de charger le collège communal, représenté par le Bourgmestre et le Directeur général, de la signature de ladite convention.

15. PCDR – Patrimoine – acquisition d'un terrain en lieu-dit Bas Faweux – approbation du compromis et de la convention-acquisition avec la Région wallonne

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation notamment l'article L1122-30 ;

Vu la Circulaire du Ministre FURLAN du 23 février 2016 relative aux ventes d'immeubles et aux acquisitions d'immeubles par les communes ;

Vu le Décret du 11 Avril 2014 relatif au développement rural

Vu la fiche du PCDR de la commune d'Olne "III.5. Aménagement d'une Maison de village à Riessonsart" ;

Considérant que la Commune d'Olné a l'opportunité d'acquérir une parcelle cadastrée à Olné A 0714 D mise en vente, que cette opportunité était imprévisible lors de l'établissement du PCDR, et que celle-ci correspond au besoin de la fiche précitée ;

Vu les décisions du Collège communal en séance le 24 janvier 2019 et le 14 mars 2019 de proposer à la succession propriétaire de la parcelle cadastrée à Olné A 0714 D d'une superficie de 48 are et 70 centiares une offre d'un montant de 85 euros par m² pour l'achat de la parcelle soit un montant de 413.950 €. En cas de conclusion d'un compromis, cette offre serait conditionnée aux éléments suivants :

- l'approbation par le conseil communal du projet de compromis ;
- la disponibilité des crédits au service extraordinaire du budget 2019 de la commune d'Olné ;
- la décision de principe du Ministre du tutelle acceptant cette acquisition foncière comme admissible à la subvention "développement rural" ;

Vu le PV de réunion de la CLDR du 22 janvier 2019

Vu la décision du Collège communal en séance le 21 février 2019 de solliciter une convention auprès de la Région pour l'acquisition du terrain et de l'aménagement d'une Maison de village et d'un espace rencontre à Saint-Hadelin ;

Considérant la réunion intervenue le 8 mars 2019 avec les services de la direction du développement rural de la DGO3
Considérant qu'il est opportun de ne pas intégrer dans ce projet d'acquisition la fiche II.10 relative à l'aménagement d'un espace de rencontre à Saint Hadelin étant donné que le terrain situé en face de l'école permettrait un aménagement futur éventuel et que celui-ci présente une complémentarité avec le projet de maison de village ;

Vu la circulaire 2019/01 relative au PCDR précisant que le pourcentage de subventionnement pour ce type de projet est de 80% sur la première tranche jusque 500.000 € et de 50% au-delà de 500.000 €

Attendu que le bien se situe au plan de secteur de Liège approuvé par AERW du 26/11/1987 en zone d'habitat à caractère rural ;

Vu le rapport d'expertise dressé le 29 mars 2019 par Maître José Meunier, Notaire à Olné et estimant en âme et conscience la valeur de cette parcelle à 85 euros le mètre carré ;

Vu le projet de compromis entre la Commune d'Olné et les consorts Prignon relatif à l'acquisition d'une parcelle de terrain située à Olné, au lieu-dit « Bas Faweux », au montant de 413.950,00 euros (plus les charges) ;

Considérant que la vente est conclue sous les conditions suspensives suivantes qui devront être réalisés dans un délai de 4 mois et demi à compter de la signature du compromis par toutes les parties :

- de la décision de principe du Ministre compétant acceptant cette acquisition foncière comme admissible à la subvention « développement rural » ;
- qu'aucune autre autorité de tutelle de la Commune ne s'oppose à la présente vente dans les délais qui leur sont impartis ;

Considérant que l'opération est avantageuse pour la commune et rencontre l'intérêt général ;

Considérant que cette opération consiste en une acquisition pour cause d'utilité publique ;

Vu l'avis du Directeur financier remis en date du 1^{er} avril 2019 ;

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article 1er : d'approuver les termes du compromis entre la Commune d'Olné et les consorts Prignon relatif à l'acquisition d'une parcelle de terrain située à Olné, au lieu-dit « Bas Faweux », au montant de 413.950,00 euros (plus les charges) et de charger le collège communal, représenté par le Bourgmestre et le Directeur général, de la signature dudit compromis.

Article 2 : de marquer son approbation sur la convention-acquisition avec la Région Wallonne dans le cadre du PCDR et de charger le collège communal, représenté par le Bourgmestre et le Directeur général, de la signature de ladite convention.

16. Règlement général sur la protection des données (RGPD) et recrutement d'un Délégué à la protection des données (DPO) - convention avec d'autres pouvoirs locaux : approbation

Le Conseil communal,

Vu sa décision du 18 février 2019 approuvant le principe d'une mutualisation d'un DPO ;

Vu le Règlement Général sur la Protection des Données (à caractère personnel) ou RGPD, Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Vu la Loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à disposition d'utilisateurs, notamment l'article 32 (dérogations);

Vu le CDLD, notamment l'article L1122-30.

Vu les articles 55 et 56 de la loi organique du 08/07/1976 sur les CPAS ;

Considérant que l'ensemble des administrations publiques sont soumises à ce nouveau règlement européen qui sera d'application à partir du 25.05.2018 ;

Considérant que le RGPD prévoit explicitement l'obligation pour les autorités publiques de désigner un délégué à la protection des données (DPO) ;

Considérant qu'il s'agit d'une fonction nouvelle qui nécessite des compétences particulières en informatique, en droit, en management et des connaissances sur l'organisation d'une administration communale ou d'un cpas ;

Considérant que les communes et cpas de Aubel, Baelen, Olne, Plombières, Thimister-Clermont et Welkenraedt ne disposent pas d'un agent qualifié pour assumer cette fonction ;

Considérant que pour les petites structures communales, la mutualisation de l'emploi avec d'autres communes/cpas apparaît comme la solution recommandée, permettant de répondre aux obligations légales et aux objectifs du RGPD, tout en mutualisant les outils et en limitant l'impact financier par un partage des coûts entre plusieurs communes/cpas ;

Considérant que les collègues communaux et conseils de l'action sociale des communes requalifiées se sont prononcés favorablement sur la mutualisation d'un emploi DPO ;

Considérant que la Commune de Thimister-Clermont est d'accord de se porter employeur du DPO et de le mettre à disposition des autres entités administratives « utilisatrices », moyennant signature d'une convention de mise à disposition ;

Considérant que cette mise à disposition est possible en application de la dérogation à l'article 32-b) de la loi du 24 juillet 1987 puisqu'il s'agit d'une fonction spécifique nécessitant une qualification professionnelle particulière ;

Considérant que dans ce cas, l'autorisation préalable de l'Inspection des lois sociales n'est pas requise ;

Vu le projet de convention en annexe ;

Sur proposition du Collège,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article unique : d'approuver les termes de la convention de mise à disposition d'un agent contractuel dans le cadre des dispositions relatives au R.G.P.D. conclue avec d'autres Communes et CPAS de la zone de police du Pays de Herve et de charger le collège communal, représenté par le Bourgmestre et le Directeur général, de la signature de ladite convention

17. Enseignement communal - recrutement à titre temporaire dans la fonction de Directeur/trice de l'école communale d'Olne : appel à candidatures

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation,

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs d'écoles, et ses adaptations,

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de Monsieur Thierry Cerfontaine, Directeur de l'école communale de Olne, qui est en incapacité de travail pour une durée supérieure à quinze semaines,

Considérant qu'il y a lieu de désigner à titre temporaire un directeur (m/f) pour ce remplacement et, dans ce cadre, d'arrêter le profil de fonction et de lancer un appel à candidatures,

Attendu que la Commission paritaire locale a été consultée sur le profil de fonction de directeur le 28 février 2019,

Vu le procès-verbal de la réunion de la COPALOC du 28 février 2019, relatif au profil de la fonction de directeur d'école,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article 1^{er} : De lancer un appel à candidatures interne et externe pour la fonction de directeur de l'école communale, selon le modèle adopté par la Commission paritaire locale, du 10 avril 2019 au 24 avril 2019 inclus, auprès des personnes qui répondent aux conditions suivantes :

Palier 1 Art. 57 du Décret du 2 février 2007

- 1° Avoir acquis une ancienneté de service de sept ans au sein du Pouvoir organisateur dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause calculée selon les modalités fixées à l'article 34 du Décret du 6 juin 1994.
- 2° Etre titulaire, à titre définitif, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le Pouvoir organisateur concerné.
- 3° Exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du Décret du 2 février 2007.
- 4° Avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation.
- 5° Avoir répondu à cet appel aux candidat(e)s .

Palier 2 Art. 58 du Décret du 2 février 2007

- 1° Soit remplir toutes les conditions du palier 1 à l'exception des deux dernières (avoir répondu à l'appel aux candidat(e)s et être titulaire de trois attestations de réussite).
- 2° Soit remplir toutes les conditions du palier 1 au sein d'un autre Pouvoir organisateur de l'enseignement officiel subventionné, à l'exception de la dernière (avoir répondu à l'appel aux candidat (e)s).

Article 2 : de désigner, sur proposition de la Copaloc, Madame Françoise Neuray comme représentante de l'enseignement au sein de la commission de recrutement, composée dès lors comme suit :

- Président : Jean-Philippe EMBRECHTS, Directeur général, ou son délégué
- Représentante de la commune : Mme Valérie BLAISE
- Représentants de l'autorité politique :
 - ❖ Cédric HALIN, le Bourgmestre, en charge de la GRH
 - ❖ Marie-Paule DARIMONT, Echevine en charge de l'Enseignement
 - ❖ Claudy Dejong, représentant de la minorité
- Françoise Neuray, sur proposition de la Copaloc

Article 3 : de charger le Collège communal de l'exécution de la présente décision

18. CLDR - rapport annuel de 2018 : approbation

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le décret relatif au Développement rural du 11 avril 2014 et son Arrêté d'exécution du 12 juin 2014, abrogeant le décret précédent ;

Vu la décision du Conseil communal de mener une Opération de développement rural à Olne, en date du 28/04/1997, réactualisée le 06/12/2006 ;

Vu la décision du Conseil communal approuvant le Règlement d'Ordre Intérieur de la Commission Locale de Développement Rural, en date du 12/06/2008 ;

Vu le rapport annuel 2018 de la CLDR soumis (en annexe) ;

Vu que le rapport annuel 2018 de la CLDR a été validé par la CLDR le 19 mars 2019 ;

Vu que le rapport annuel 2018 de la CLDR a été validé par le Collège communal le 28 mars 2019 ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article unique : de valider le rapport annuel 2018 de la CLDR.

Cette délibération sera communiquée à la Fondation Rurale de Wallonie et au SPW

19. CLDR - composition : désignation des membres

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le décret relatif au Développement rural du 11 avril 2014 et son Arrêté d'exécution du 12 juin 2014, abrogeant le décret précédent ;

Vu la décision du Conseil communal de mener une Opération de développement rural à Olne, en date du 28/04/1997, réactualisée le 06/12/2006 ;

Vu la décision du Conseil communal arrêtant la composition (membres effectifs et suppléants) de la Commission Locale de Développement Rural, en date du 27/03/2008 ;

Vu la décision du Conseil communal approuvant le Règlement d'Ordre Intérieur de la Commission Locale de Développement Rural, en date du 12/06/2008 ;

Vu la décision du Conseil communal approuvant la modification de la composition de la Commission Locale de Développement Rural, en date du 29/12/2008 ;

Vu la décision du Conseil communal approuvant la modification de la composition de la Commission Locale de Développement Rural, en date du 16/09/2013 ; Vu la décision du Conseil communal approuvant la modification de la composition de la Commission Locale de Développement Rural, en date du 11/05/2016 ;

Vu la décision du Conseil communal approuvant la modification de la composition de la Commission Locale de Développement Rural, en date du 10/04/2018 ;

Vu la décision du Collège communal du 31/01/2019 de lancer un appel à candidatures pour le renouvellement des membres de la CLDR suite aux élections 2018 ;

Considérant que l'appel à candidatures a été diffusé sur l'ensemble des canaux de communication communaux ;

Considérant qu'une séance d'informations aux citoyens s'est tenue le 19 mars 2019 à l'Espace culturel de Hansez ;

Considérant que l'appel à candidatures s'est clôturé le 22 mars 2019 ;

Considérant que 10 personnes ont remis dans le délai imparti leur candidature pour l'intégration de la CLDR (en annexe) :

- Murielle Bovy
- Géraldine Leurquin
- Jacqueline Richelle
- Conception Rodriguez

- • Caroline Tixhon
- • Laurent Gosset
- • Jean-Luc Delhez
- • Jean-Pierre Mergeai
- • Pierre-Yves Delhez
- • Michel Keutgens

Considérant que Caroline Tixhon est conseillère communale ;

Considérant que 5 membres actuels de la CLDR ont fait récemment savoir à la FRW qu'ils ne souhaitent plus prolonger leur mandat :

- • Léon Lehance
- • Muriel Billen
- • Charlier, ép. Senden Michelle
- • Claudy Dejong
- • Hugues Gilon

Considérant que, sur base d'un total de 32 membres, le quart politique de la CLDR ne peut dépasser 8 membres selon les dispositions du décret susvisé ;

Considérant que la FRW indique aux autorités communales que 8 est le nombre maximum de membres élus que peut renfermer la CLDR, le Conseil communal pouvant en désigner un nombre inférieur ; Considérant que la FRW demande aux autorités communales de veiller à ne pas risquer une sur-représentativité du quart communal dans l'hypothèse où, à l'avenir, 3 membres non-élus démissionneraient de la CLDR ;

Considérant l'accord convenu entre la commune et la FRW de ne désigner que des membres effectifs ;

Considérant, qu'au vu des résultats obtenus par l'application de la clé D'Hondt, il convient de désigner :

- > 6 membres du Conseil communal représentant le groupe Pour Olne
- > 1 membre du Conseil communal représentant le groupe Le Bon Sens
- > 1 membre du Conseil communal représentant le groupe Ecolo

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article unique : de désigner comme suit les membres de la CLDR :

> 24 membres non-élus (15 anciens et 9 nouveaux) :

- Daenen, ép. Kaivers Marie-Madeleine, Présidente
- Stéphane Baten
- Georges Lonneux
- Bernard Bukens
- Inès Munnix
- Jean-Claude Piron
- Jean-Marc Debaar
- Nathalie Raskinet
- Gaston Straet
- Christian Delsaute
- Bruno Vanderheyden
- Mikaël Goffin
- Théo Wuidard
- Ghislain Senden
- Patrick Mullens
- Murielle Bovy
- Géraldine Leurquin
- Jacqueline Richelle
- Conception Rodriguez
- Laurent Gosset
- Jean-Luc Delhez
- Jean-Pierre Mergeai
- Pierre-Yves Delhez

- Michel Keutgens

> 8 membres élus au maximum :

- Cédric Halin (Pour Olne)
- Marc Baguette (Pour Olne)
- Angélique Parulski (Pour Olne)
- Pierre-Yves Szostak (Pour Olne)
- Philippe Feray (Pour Olne)
- Caroline Tixhon (Pour Olne)
- Dorian Kempeneers (Ecolo)
- Jean-François Notteborn (Le Bon Sens)

La présente délibération sera transmise au cabinet du Ministre en charge du développement rural, à l'Administration régionale ainsi qu'à la Fondation rurale de Wallonie.

20. Environnement – action de prévention : mandat à Intradel

Le Conseil communal,

Vu l'article L1122-30 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation :

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets, ci-après dénommé l'Arrêté ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 2016 modifiant les conditions d'octroi des subsides prévention ;

Vu le courrier d'Intradel par lequel l'intercommunale propose 2 actions de prévention à destination des ménages, à savoir :

- Ateliers d'initiation à la démarche zéro déchet

L'atelier zéro déchet consiste en une séance de 3 heures organisée en soirée, en semaine et les samedis en journée. Les objectifs des ateliers sont de sensibiliser à la problématique des déchets, former aux gestes ZD pratiques, prouver aux participants que c'est facile, par le témoignage de prestataires expérimentés et proches d'eux.

- Le kit « système ZD » : du fait maison, zéro déchet

Le kit « système ZD » sera composé de plusieurs dizaines de fiches qui aborderont le zéro déchet à la maison, au jardin, à l'école... Toutes les thématiques de la prévention des déchets seront abordées : gaspillage alimentaire, réutilisation, compostage, achat en vrac, réparation... Le nombre de kit fournis sera calculé au prorata du nombre d'habitants. Les fiches pratiques seront également téléchargeables sur www.intradel.be.

Considérant que ces actions vont permettre de sensibiliser les citoyens sur l'importance de réduire sa production de déchets;

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE :

Article 1 : de mandater l'intercommunale Intradel pour mener les actions suivantes :

o Ateliers d'initiation au zéro déchet :

- sensibiliser à la problématique des déchets ;

- former aux gestes ZD pratiques via la fabrication de recettes et la démonstration d'objets ZD pour chaque pièce de la maison et le jardin ;

- prouver aux participants que c'est facile par le témoignage de prestataires expérimentés et proches d'eux ;

- amener le citoyen à se poser des questions sur sa consommation : retour vers les producteurs et commerces locaux, recherche de circuits courts, rencontres citoyennes sont des changements fréquents qui accompagnent la démarche ZD.

o Le kit « système ZD », du fait maison, zéro déchet :

Le kit "Système ZD" se présente sous forme de fiches pratiques (DIY) qui aborderont le zéro déchet à la maison, au jardin, à l'école... Toutes les thématiques de la prévention des déchets seront abordées: gaspillage alimentaire, réutilisation, compostage, achat en vrac, réparation...

Les fiches pratiques seront également téléchargeables sur www.intradel.be. Des tutoriels seront développés afin de renforcer l'apprentissage des trucs et astuces. Ils seront accessibles via la chaîne youtube d'Intradel.

Article 2 : de mandater l'intercommunale Intradel, conformément à l'article 20§2 de l'Arrêté, pour la perception des subsides relatifs à l'organisation des actions de prévention précitées prévus dans le cadre de l'Arrêté.

21. GAL Pays de Herve : désignation d'un représentant à l'assemblée générale et au conseil d'administration

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, et notamment l'article L1122-30 ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un représentant communal représentant à l'assemblée générale et au conseil d'administration du GAL Pays de Herve ;

Vu le courrier du GAL Pays de Herve en date du 15 mars 2019 qui précise que le représentant doit être apparenté au cdH ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DESIGNE M. Marc BAGUETTE (apparenté cdH) comme représentant à l'AG et au CA du GAL Pays de Herve. Copie de la présente sera transmise à ladite asbl.

22. Contrat Rivière-Vesdre : désignation d'un candidat au conseil d'administration

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, et notamment l'article L1122-30 ;

Vu sa délibération du 18 février 2018 désignant un représentant effectif et un suppléant de la Commune à l'assemblée générale du Contrat Rivière-Vesdre (CRV) dont elle est membre ;

Considérant que la Commune peut désigner un candidat administrateur ;

Vu la décision du collège communal en date du 21 février 2019 de proposer la candidature de M. Kempeneers ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DESIGNE M. Dorian KEMPENEERS comme candidat au CA du CRV. Copie de la présente sera transmise à ladite asbl.

23. Centre régional pour la petite enfance (CRPE) : désignation de trois représentants à l'assemblée générale et d'un représentant au conseil d'administration

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, et notamment l'article L1122-30 ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants communaux à l'assemblée générale et au conseil d'administration du Centre régional pour la petite enfance (CRPE) ;

Vu sa délibération en date du 18 février 2019 désignant 3 représentantes (Mmes Tixhon, Gardier et Parulski) à l'AG et 1 représentante au CA (Mme Darimont) ;

Considérant que la représentante au CA doit obligatoirement faire partie de l'AG du CRPE ;

Considérant dès lors que le Conseil doit redésigner ses représentants ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DESIGNE

- Mme Caroline TIXHON comme représentante à l'AG
- Mme Blandine GARDIER comme représentante à l'AG
- Mme Marie-Paule DARIMONT comme représentante à l'AG et au CA

du CRPE. Copie de la présente sera transmise à ladite asbl.

24. Opérateur de Transport de Wallonie (TEC) : désignation d'un représentant communal sans droit de vote

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, et notamment l'article L1122-30 ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un représentant communal à l'assemblée générale de l'OTW ;

Considérant que la Commune est propriétaire d'une action en catégorie B ;

Que cela confère uniquement le droit de nommer un représentant à l'organe de consultation des bassins de mobilité ;

Que cela ne confère pas le droit de vote à l'assemblée générale ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DESIGNE M. Cédric HALIN comme représentant à l'AG de l'OTW, sans droit de vote

25. Agence locale pour l'Emploi d'Olne : désignation des représentants communaux

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, et notamment l'article L1122-30 ;

Vu les statuts de l'agence locale pour l'emploi (ALE) d'Olne, qui prévoit notamment que « *cette association sans but lucratif doit être composée paritairement, d'une part, de membres désignés par le conseil communal ou les conseils communaux suivant la proportion entre la majorité et la minorité et d'autre part, de membres représentant les organisations qui siègent au Conseil national du travail* » ;

Vu sa délibération du 18 février 2019 désignant 6 représentants communaux ;

Considérant que la représentation proportionnelle du conseil communal donne le résultat suivant :

- Pour Olne : 4 représentants
- Le Bon Sens : 1 représentant
- Ecolo : 1 représentant

Considérant que la candidate proposée par le groupe politique ECOLO, Mme Jacqueline RICHELLE, a déjà été proposée à l'ALE en qualité de représentante de l'Union Wallonne des Entreprises ;

Considérant dès lors qu'Ecolo doit proposer une autre candidature ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DESIGNE

Article 1^{er} : Mme Danielle DELSEMME, domiciliée Chemin du Bois d'Olne 38 à 4877 Olne en qualité de représentante de la Commune.

Art. 2 : Mme Nathalie BARBASON, domiciliée Hansez 79 à 4877 Olne en qualité d'observatrice sans droit de vote. Copie de la présente sera envoyée à l'agence locale pour l'emploi

26. Vérification de l'encaisse du Receveur

Le Conseil communal prend acte de l'encaisse du Receveur.

27. Correspondance et communication

Le Conseil communal prend connaissance des courriers suivants :

- Arrêté de la tutelle du 21 mars 2019 approuvant les statuts et les désignations au sein de la RCA
- Arrêté de la tutelle du 12 mars 2019 approuvant le règlement redevance relatif aux vacances actives
- Arrêté de la tutelle du 27 mars 2019 réformant le budget initial 2019
- Arrêté de la tutelle du 21 mars 2019 annulant les articles 63, 68 et 69 du R.O.I. du Conseil communal

Question d'actualité

Entendu les questions de M. KEMPENEERS ;

Entendu les réponses de M. le Bourgmestre ;

28. Approbation du procès-verbal de la séance précédente

Le Conseil communal décide, à l'unanimité, de reporter ce point à la séance prochaine.

La séance publique est levée à 21H22 et reprend immédiatement à huis clos.

La séance est levée à 21h35 .